



Treaty Series No. 29 (1940)

Convention

relative to the

Abolition of the “Caisse de la Dette Publique Egyptienne”

[With Egyptian Declaration and Procès-verbal of Signature]

Cairo, July 17, 1940

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty*

LONDON

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:

York House, Kingsway, London, W.C. 2; 120 George Street, Edinburgh 2;

26 York Street, Manchester 1; 1 St. Andrew's Crescent, Cardiff;

80 Chichester Street, Belfast;

or through any bookseller

1940

Price 2d. net

Cmd. 6244

CONVENTION RELATIVE TO THE ABOLITION OF THE "CAISSE
DE LA DETTE PUBLIQUE ÉGYPTIENNE" [WITH EGYPTIAN
DECLARATION AND PROCÈS-VERBAL OF SIGNATURE].

Cairo, July 17, 1940.

CONVENTION RELATIVE À L'ABOLITION DE LA CAISSE DE LA DETTE
PUBLIQUE ÉGYPTIENNE.

SA Majesté le Roi d'Égypte et Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions Britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes,

Considérant que, par le Décret Khédivial du 2 mai 1876, il a été institué une commission spéciale et une caisse pour le service de la Dette Publique Égyptienne, désignée ci-après sous la dénomination de "Caisse de la Dette";

Considérant que, par une Convention signée à Londres le 18 mars 1885, entre les Gouvernements de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie, il a été convenu que le service de l'emprunt dont la garantie a résulté de ladite Convention serait confié à la Caisse dans les mêmes conditions que le service de la Dette Privilégiée et de la Dette Unifiée faisant à cette époque partie de la Dette Publique Égyptienne, conformément au Décret Khédivial précité, et que ladite Convention a été rendue exécutoire par le Décret Khédivial du 27 juillet 1885;

Considérant que, par la Loi No. 17 du 28 novembre 1904, promulguée avec l'assentiment de toutes les Puissances signataires de la Convention précitée du 18 mars 1885, lesdits Décrets Khédiviaux du 2 mai 1876 et du 27 juillet 1885 ont été abrogés et que le fonctionnement de la Caisse de la Dette a été dorénavant réglé par les dispositions de ladite loi;

Considérant que le régime institué par la Loi No. 17 du 28 novembre 1904 ne se justifie plus en raison de la stabilité financière de l'Égypte et que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a accepté qu'il fût supprimé, et considérant, d'autre part, que le Gouvernement Royal Égyptien a accepté d'adopter des dispositions assurant aussi efficacement que par le passé le service des emprunts encore compris dans la Dette Publique Égyptienne;

Ont décidé de conclure une Convention à cette fin et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :—

Sa Majesté le Roi d'Égypte :

Son Excellence Hassan Sabry Pacha, Président du Conseil
des Ministres, Ministre des Affaires Étrangères.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions Britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes :

Son Excellence Sir Miles Wedderburn Lampson, G.C.M.G.,
C.B., M.V.O., Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en Égypte,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :—

ARTICLE 1^{er}.

Le Gouvernement du Royaume-Uni consent, sous réserve des dispositions énoncées dans les articles suivants, à l'abrogation de la Loi No. 17 du 28 novembre 1904.

ARTICLE 2.

Le Gouvernement Royal Égyptien assurera, comme première charge sur ses ressources générales et dans l'ordre suivant, le service (intérêts et amortissements) de la Dette Garantie, de la Dette Privilégiée et de la Dette Unifiée. Le Gouvernement Royal Égyptien s'engage à ne prendre aucune action portant préjudice au maintien de cette priorité.

ARTICLE 3.

La Dette Garantie porte un intérêt annuel de trois pour cent, payable le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre. Son service comporte une annuité fixe de 315,000 livres sterling pour le paiement des intérêts et de l'amortissement. La portion de cette annuité qui ne serait pas absorbée par le service de l'intérêt sera affectée à l'amortissement de la Dette Garantie. Cette Dette continuera à jouir de la garantie prévue par la Convention Internationale du 18 mars 1885.

La Dette Privilégiée porte un intérêt annuel de trois et demi pour cent, payable le 15 avril et le 15 octobre.

La Dette Unifiée porte un intérêt annuel de quatre pour cent, payable le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre.

ARTICLE 4.

Les coupons des trois emprunts de la Dette Publique visée à l'article 3 ci-dessus sont payables et les titres remboursables en livres sterling, sans aucune déduction. Les paiements et remboursements sont effectués en Égypte, à Londres et à Paris.

ARTICLE 5.

Le Gouvernement Royal Égyptien aura pleine liberté de procéder, à tout moment, au remboursement au pair de la Dette Garantie, de la Dette Privilégiée et de la Dette Unifiée, soit à une même époque, soit à des époques différentes, ou à l'amortissement de l'une quelconque de ces Dettes. Lorsque le cours du marché sera au-dessous du pair, l'amortissement se fera par achats au cours du marché. Dans le cas contraire, l'amortissement s'effectuera au pair par voie de tirage, qui s'effectuera en séance publique.

Dans le cas d'amortissement en vertu de cet article, avis en sera donné au *Journal Officiel* deux mois d'avance.

Le remboursement des titres sortant au tirage aura lieu à partir de l'échéance du coupon suivant.

Le Gouvernement Royal Égyptien assurera aussi effectivement que par le passé les droits des porteurs de titres ou coupons détruits, perdus ou volés.

ARTICLE 6.

Les titres des trois Dettes et leur remboursement ne peuvent être frappés d'aucun impôt au profit du Gouvernement Royal Égyptien.

ARTICLE 7.

L'abrogation de la Loi No. 17 du 28 novembre 1904 ne pourra avoir pour effet de remettre en vigueur aucune disposition des lois, décrets ou contrats abrogés directement ou indirectement par ladite loi.

ARTICLE 8.

Tout différend entre les Gouvernements contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, qui ne pourra être réglé par la voie diplomatique, sera soumis, à la requête de l'un ou de l'autre des Gouvernements, pour jugement, à la Cour permanente de Justice internationale.

ARTICLE 9.

La présente Convention entrera en vigueur à la date de sa signature.

Le transfert au Gouvernement Royal Égyptien du fonds de réserve de £É.1,800,000, du fonds de roulement de £É.500,000 prévus à l'article 27 de la Loi No. 17 de 1904, et de l'augmentation permanente du fonds de roulement, instituée par lettre du Ministre des Finances en date du 15 décembre 1904 et s'élevant actuellement à £É.650,000, ainsi que de toutes autres sommes déposées à la Caisse de la Dette, aura lieu à la date de l'entrée en vigueur de la Convention. A la même date, le Gouvernement Royal Égyptien acceptera la responsabilité pour tous les engagements de la Caisse de la Dette.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait au Caire, le 17 juillet de l'an mil neuf cent quarante (11 Gamâd Tani de l'an mil trois cent cinquante-neuf de l'Hégire), en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement Royal Égyptien et dont copie certifiée conforme sera remise au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

(L.S.) HASSAN SABRY.

(L.S.) MILES W. LAMPSON.

DÉCLARATION.

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date de ce jour au sujet de la Dette Publique Égyptienne, le Plénipotentiaire d'Égypte déclare que :

I. Pour assurer l'application de ladite Convention, le Gouvernement Royal Égyptien entend verser les fonds nécessaires au service de la Dette Garantie, de la Dette Privilégiée et de la Dette Unifiée à un compte spécial que le Gouvernement fera ouvrir à la Banque Nationale d'Égypte, dénommé "Compte Spécial de la Dette," afin que cette banque effectue ce service. La moitié de l'annuité fixe de la Dette Garantie, ainsi que la moitié des sommes nécessaires au paiement de chaque coupon de la Dette Privilégiée et de la Dette Unifiée, seront versées au susdit compte trois mois avant l'échéance.

II. Le Gouvernement Royal Égyptien entend maintenir, dans la loi à édicter en exécution de la Convention en date de ce jour, les règles actuellement en vigueur relativement aux délais de prescription des intérêts des trois Dettes et du capital de leurs titres tirés pour l'amortissement.

III. Le Gouvernement Royal Égyptien est disposé à examiner avec bienveillance la situation de ceux des fonctionnaires permanents actuels de la Caisse de la Dette dont les fonctions cesseront par suite de la suppression de cette institution.

IV. Le Crédit Lyonnais continuera à assurer les fonctions d'agent payeur pour le service des trois Dettes à Paris.

V. En établissant le change des paiements à Paris, le Gouvernement Royal Égyptien entend maintenir la pratique actuelle suivant laquelle ces paiements seront effectués à raison de dix centimes au-dessous du cours moyen du change à vue sur Londres au jour de la présentation.

Le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne a pris connaissance et acte de ces déclarations.

Le Caire, le 17 juillet 1940.

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE DE LA CONVENTION RELATIVE À L'ABOLITION DE LA CAISSE DE LA DETTE PUBLIQUE ÉGYPTIENNE CONCLUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT ROYAL ÉGYPTIEN.

LES soussignés, Son Excellence Sir Miles Wedderburn Lampson, G.C.M.G., C.B., M.V.O., Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique en Égypte, d'une part, et Son Excellence Hassan Sabry Pacha, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté le Roi d'Égypte, d'autre part, s'étant réunis pour signer la Convention relative à l'Abolition de la Caisse de la Dette Publique Égyptienne conclue

entre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement Royal Égyptien ;

Son Excellence Sir Miles Wedderburn Lampson ayant produit les pleins pouvoirs l'autorisant à signer au nom de son Gouvernement, il a été procédé à la signature de la Convention en question.

A ce moment, Son Excellence Hassan Sabry Pacha donna lecture d'une déclaration annexée à la Convention dont Son Excellence Sir Miles Wedderburn Lampson prit connaissance et acte.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent procès-verbal, qu'ils ont signé en double expédition et revêtu de leurs cachets.

Fait au Caire, le 17 juillet 1940.

(L.S.) MILES W. LAMPSON.

(L.S.) HASSAN SABRY.

(Translation.)

CONVENTION RELATIVE TO THE ABOLITION OF THE EGYPTIAN CAISSE
DE LA DETTE PUBLIQUE.

HIS Majesty the King of Egypt and His Majesty The King of Great Britain, Ireland, and of the British Dominions beyond the seas, Emperor of India.

Considering that, by the Khedivial Decree of the 2nd May, 1876, there was instituted a special commission and a "caisse" for the service of the Egyptian Public Debt, hereinafter described as the "Caisse de la Dette";

Considering that, by a Convention signed in London on the 18th March, 1885,⁽¹⁾ between the Governments of Austria-Hungary, France, Great Britain, Italy, Russia and Turkey, it was agreed that the service of the loan of which the guarantee resulted from the said Convention should be entrusted to the Caisse under the same conditions as the service of the Privileged Loan and of the Unified Loan, forming at that time part of the Egyptian Public Debt, in conformity with the above-mentioned Khedivial Decree, and that the said Convention was put into execution by the Khedivial Decree of the 27th July, 1885;

Considering that, by Law No. 17 of the 28th November, 1904, passed with the consent of all the Powers that signed the above-mentioned Convention of the 18th March, 1885, the said Khedivial Decrees of the 2nd May, 1876, and the 27th July, 1885, were abrogated and the functioning of the Caisse de la Dette has since then been regulated by the terms of the aforesaid Law;

Considering that the régime instituted by Law No. 17 of the 28th November, 1904, is no longer justified in view of the financial stability of Egypt and that the Government of the United Kingdom

(¹) C.-4341.

of Great Britain and Northern Ireland have agreed that it should be suppressed, and considering, on the other hand, that the Royal Egyptian Government have agreed to adopt measures assuring as efficaciously as in the past the service of the loans still included in the Egyptian Public Debt;

Have decided to conclude a Convention with this object and have appointed as their Plenipotentiaries:—

His Majesty the King of Egypt:

His Excellency Hassan Sabry Pasha, President of the Council of Ministers, Minister for Foreign Affairs.

His Majesty The King of Great Britain, Ireland, and of the British Dominions beyond the seas, Emperor of India:

His Excellency Sir Miles Wedderburn Lampson, G.C.M.G., C.B., M.V.O., Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Egypt,

Who, after having exchanged their Full Powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:—

ARTICLE 1.

The Government of the United Kingdom agree, with the reservations set out in the following Articles, to the abrogation of Law No. 17 of the 28th November, 1904.

ARTICLE 2.

The Royal Egyptian Government will assure as a first charge on its general resources and in the following order the service (interest and amortisation) of the Guaranteed Loan, of the Privileged Loan and of the Unified Loan. The Royal Egyptian Government undertake to take no action prejudicial to the maintenance of that priority.

ARTICLE 3.

The Guaranteed Loan carries interest at the rate of 3 per cent. per annum payable on the 1st March and the 1st September. Its service involves a fixed annuity of 315,000 pounds sterling for the payment of the interest and amortisation. The portion of that annuity which cannot be absorbed by the service of the interest will be applied to the amortisation of the Guaranteed Loan. That Loan will continue to benefit by the guarantee envisaged by the International Convention of the 18th March, 1885.

The Privileged Loan carries interest at the rate of $3\frac{1}{2}$ per cent. per annum payable on the 15th April and the 15th October.

The Unified Loan carries interest at the rate of 4 per cent. per annum payable on the 1st May and the 1st November.

ARTICLE 4.

The coupons of the three Loans of the Public Debt mentioned in Article 3 above are payable and their bonds repayable in pounds

sterling without any deduction. The payments and the repayments are made in Egypt, in London and in Paris.

ARTICLE 5.

The Royal Egyptian Government will have full liberty to proceed, at any moment, to the repayment at par of the Guaranteed Loan, of the Privileged Loan, and of the Unified Loan, either at one and the same time or at different times, or to the amortisation of any one of these Loans. When the market price is under par amortisation will take place by purchases at market price. If the contrary is the case, amortisation will take place at par by means of drawings which will be made in public.

Notice will be given in the *Journal Officiel* two months in advance in the case of amortisation in accordance with this Article.

The repayment of the bonds drawn will take place as from the date of maturity of the following coupon.

The Royal Egyptian Government will assure as effectively as in the past the rights of holders of bonds or coupons that have been destroyed, lost or stolen.

ARTICLE 6.

No tax payable to the Egyptian Government can be charged on the bonds of the three Loans and their repayment.

ARTICLE 7.

The abrogation of Law No. 17 of the 28th November, 1904, will not have the effect of bringing back into force any of the provisions of the laws, decrees or contracts directly or indirectly abrogated by the said Law.

ARTICLE 8.

Any difference of opinion between the contracting Governments on the subject of the interpretation or the application of the present Convention which cannot be decided through the diplomatic channel will be submitted, at the request of one or other of the Governments, to the Permanent Court of International Justice for judgment.

ARTICLE 9.

The present Convention will enter into force on the date of its signature.

The transfer to the Royal Egyptian Government of £E. 1,800,000 from the Reserve Fund, of £E. 500,000 from working capital provided for in Article 27 of Law No. 17 of 1904, and of the permanent increase of the realisable assets, instituted by the letter of the Minister of Finance dated the 15th December, 1904, and now amounting to £E.650,000, as well as all other sums deposited with the Caisse de la Dette, will take place on the date of the entry into force of the Convention. On the same date the Royal Egyptian Government

will accept responsibility for all the obligations of the Caisse de la Dette.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals.

Done at Cairo, the 17th July of the year Nineteen Hundred and Forty (11 Gamâd Tani of the year Thirteen Hundred and Fifty-nine of the Hegira), in a single copy which will be placed in the archives of the Royal Egyptian Government and of which a certified copy will be sent to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

(L.S.) HASSAN SABRY.

(L.S.) MILES W. LAMPSON.

DECLARATION.

At the time of proceeding to the signature of the Convention of to-day's date on the subject of the Egyptian Public Debt, the Egyptian Plenipotentiary declares that:

I. To ensure the application of the said Convention the Royal Egyptian Government intend to pay the sums necessary for the service of the Guaranteed Loan, the Privileged Loan and the Unified Loan into a special account that the Government will open at the National Bank of Egypt, called the "Special Loan Account," in order that that Bank may carry on this service. Half the fixed annuity of the Guaranteed Loan, as well as half the sums necessary for the payment of each coupon of the Privileged Loan and the Unified Loan will be paid into the above-mentioned account three months before the due date.

II. The Royal Egyptian Government undertake to maintain, in the law yet to be promulgated in fulfilment of the Convention of to-day's date, the rules actually in force regarding time-limit of prescription for the interest of the three Loans and the capital of their bonds drawn for amortisation.

III. The Royal Egyptian Government are willing to examine favourably the situation of those of the present permanent officials of the Caisse de la Dette whose duties will come to an end as a result of the suppression of that institution.

IV. The Crédit Lyonnais will continue to perform the duties of paying agent for ~~the service of the three Loans~~ in Paris.

V. In fixing the exchange for payments in Paris the Royal Egyptian Government intend to continue the existing practice in accordance with which the payments will be made at ten centimes under the ruling exchange rate on London on the day of presentation.

The Plenipotentiary of Great Britain has taken cognisance of these declarations.

Cairo, July 17, 1940.

PROCÈS-VERBAL OF SIGNATURE OF THE CONVENTION RELATIVE TO THE ABOLITION OF THE EGYPTIAN CAISSE DE LA DETTE PUBLIQUE CONCLUDED BETWEEN THE GOVERNMENT OF HIS BRITANNIC MAJESTY IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE ROYAL EGYPTIAN GOVERNMENT.

The undersigned, His Excellency Sir Miles Wedderburn Lampson, G.C.M.G., C.B., M.V.O., Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Egypt of His Britannic Majesty, on the one part, and His Excellency Hassan Sabry Pasha, President of the Council of Ministers, Minister for Foreign Affairs of His Majesty the King of Egypt, on the other part, having met together to sign the Convention relative to the abolition of the Egyptian Caisse de la Dette Publique concluded between the Government of His Britannic Majesty in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Royal Egyptian Government;

His Excellency Sir Miles Wedderburn Lampson having produced the Full Powers authorising him to sign in the name of his Government, the signature of the Convention in question was proceeded with.

At the same time, His Excellency Hassan Sabry Pasha read out a declaration annexed to the Convention of which His Excellency Sir Miles Wedderburn Lampson took cognisance.

In virtue of which the undersigned have drawn up the present *procès-verbal*, which they have signed in duplicate and to which they have attached their seals.

Done at Cairo, the seventeenth day of July, 1940.

(L.S.) MILES W. LAMPSON.

(L.S.) HASSAN SABRY.